

Solidarité!

Bulletin du Secours Rouge/APAPC n°1 - octobre 2003



Belgique

Bruxelles: Commémoration du cinquième anniversaire de la mort de Semira Adamu.

Le 22 septembre était le cinquième anniversaire de la mort de Semira Adamu, assassinée lors de son expulsion. Une politique toujours plus répressive à l'égard des sans-papiers et de ceux qui les soutiennent s'applique plus féroce que jamais. Les récentes rafles, le procès contre les membres des collectifs contre les expulsions mais aussi les luttes des équatoriens, des iraniens et des afghans ont marqué l'actualité et souligné les effets désastreux de cette politique inhumaine. Parallèlement, une solidarité sans précédent s'est constituée: assemblées de voisins, comités de quartier, collectifs de sans-papiers... Cinquante organisations et associations (parmi lesquelles le Secours Rouge/APAPC) se sont regroupées afin de marquer le dimanche 21 septembre d'une pierre blanche, en organisant ensemble un grand rassemblement en mémoire à Semira Adamu sous les mots d'ordre suivants:

- *5 ans après l'assassinat de Semira Adamu, les expulsions et les déportations sont toujours des crimes.*
- *Justice pour Semira Adamu!*
- *Arrêt des poursuites à l'encontre des militant(e)s des collectifs contre les expulsions!*
- *Régularisation de tous les sans-papiers!*
- *Liberté de circulation et d'installation!*

Plusieurs centaines de personnes ont participé au rassemblement qui s'est tenu dans la salle de la Madeleine (centre de Bruxelles) à 18h30, pour suivre les concerts (notamment Claude Semal, Starflam, Pitcho, Rionsnoir, PPZ30, Ecuador Andino, Emma Peal,...), les interventions, et les diverses activités proposées par les associations organisatrices (le Secours Rouge a ainsi tenu un stand d'information). La journée avait été animée de plusieurs initiatives et manifestations organisées par les collectifs de soutien aux sans-papiers.



Affiche de la soirée de commémoration

Le lendemain 22 septembre, un cimetière éphémère a été dressé face à l'Office des Etrangers. 400 croix pour les 4000 derniers qui sont tombés alors qu'ils tentaient de s'affranchir d'un horizon sans perspective, tombés alors qu'ils désiraient, seulement, franchir une frontière...

Info: <http://www.semira.collectifs.net>

Liège: Procès des métallurgistes d'Arcelor.

Le 17 avril, entre 2500 et 3000 métallurgistes débarquent à Luxembourg à l'occasion d'une réunion du groupe Arcelor qui venait d'annoncer des fermetures d'outil et des licenciement à Cockerill. Le but est au départ d'envoyer une délégation sur place, mais le siège de la filiale, véritable forteresse, est protégé par des barbelés et une flopée de policiers en tenue de combat. Bloqués et exaspérés certains essayent de créer une brèche à travers les barrières.

La police riposta en envoyant des blindés, qui par après n'hésiteront pas à charger en direction des manifestants. Les métallos répondirent en jetant des pétards et des pierres, la police fit alors usage de sprays très irritants ainsi que de balles en plastique tirées à partir de lance-grenade (ce qui ne s'était jamais vu).

Certaines de ces balles ont été tirées à moins de cinq mètres, l'une d'elle a même cassé le casque d'un des ouvriers. Quand les manifestants repartirent en direction des cars, la police les y poursuivit et procéda à de violentes arrestations.

On compte vingt-trois personnes arrêtées pour 'destruction de biens privés et rébellion à agent'. Seules deux ont été maintenues en détention jusqu'au 26 avril (par crainte de récidive au cours de la manifestation de la Fédération Européenne des Métallurgistes, prévue ce 25 avril) pour 'circonstances aggravantes' (pour la première: la détention d'une bombe lacrymogène, pour la deuxième: le fait d'être au chômage et donc de n'avoir pas à se trouver là...).

Liège: Procès de militants anti-expulsions.

Le 17 septembre s'est tenu devant une salle pleine la dernière audience du procès des militants anti-expulsions. Les neuf prévenus (certains ont fait un mois de détention préventive) étaient déjà passés trois fois devant la 44ème Chambre du Tribunal Correctionnel de Liège. Lors de chaque audience, de nombreuses personnes avaient manifesté leur soutien devant le palais de justice et dans la salle d'audience (à l'audience du 14 mai, 150 personnes solidaires étaient présentes).

Les militants se voient reproché des 'actes de rébellion' lors de la manifestation du 4 octobre 98 devant le centre fermé de Vottem (quinze jours après l'assassinat de Sémira Adamu). Il leur est plus précisément reproché d'avoir jeté des projectiles dont des pierres sur les forces de l'ordre qui protégeaient le site du centre fermé. Ce procès est une nouvelle tentative de criminaliser des actes politiques en les faisant passer pour des actes punissables par le droit civil.

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, le procès 'liégeois' se conclura avant le procès 'bruxellois' qui concerne d'autres actions des collectifs contre les expulsions et les centres fermés - notamment des blocages de fourgons emmenant des sans-papiers vers l'aéroport de Zaventem ou des actions autour du centre fermé de Steenokerzeel. Pour rappel le procès 'bruxellois' avait tenu sa première audience le 21 février dernier, mais après certains cafouillages, a été reporté au 17 octobre.

A Liège, les photos et les vidéos des forces de police semblent être le principal argument des plaignants; le problème des cassettes fut d'ailleurs au centre d'une des précédentes audiences. Quatre cassettes vidéo sont reprises dans le dossier. Deux des cassettes (en format VHS classique) ont été filmées par les caméras de surveillances installées dans le centre fermé et deux autres cassettes (en format 8mm) ont été filmées par des gendarmes sur le terrain. Pour des raisons techniques, la défense n'a pas eu accès à ces deux dernières cassettes avant l'audience, or la plupart des photos constituant les pièces du dossier sont tirées de ces cassettes. La défense ne souhaitant pas les découvrir en audience réclama de pouvoir les visionner avant l'audience suivante. Mais le substitut assura avec mauvaise humeur qu'il avait fait 'tout ce qu'il fallait' pour mettre toutes les pièces à disposition de la défense, que tout est sur les deux cassettes VHS. Après discussions le président fit apporter toutes les pièces et proposa de visionner les deux VHS. Tout de suite on s'aperçut que les références de timing des photos du dossier ne correspondaient pas à ce que l'on voyait sur les cassettes et que les cassettes 8mm n'ont pas été copiées des VHS visionnées par la défense.

Le substitut, pris la main dans le sac, avoua au président, qu'il avait eu tort, qu'il n'avait pas visionné les cassettes et qu'il avait fait confiance à la Gendarmerie. Sur les cassettes, on voit de loin des gens sur les routes bordant Vottem, des gendarmes en tenue légère, des gens qui lancent des projectiles, des gendarmes qui vont chercher des casques et des boucliers, des grilles, des autopompes qui avancent, des autopompes qui reculent, des gens qui mettent des foulards pour protéger leur visage, des gens qui cassent des sortes de dalles ou de tuiles pour en faire de petits projectiles, les arroseuses en action. Rien de convaincant: on voit tout de loin, on voit des gens qui lancent des trucs, mais on ne connaît pas ces gens et de plus, on ne sait pas où les projectiles ont atterris. On voit des projectiles atterrir mais on ne sait pas d'où ils viennent.

Le procureur a du conclure en préconisant l'abandon de toutes les charges exceptée la première: rébellion armée et, vu l'ancienneté des fait, propose 3 mois de prison avec sursis. Jugement le 15 octobre.

Termonde: Procès des 'trainstoppers'.

Le 22 septembre 2003 a débuté enfin le procès des trainstoppers devant le tribunal correctionnel de Termonde.

Le dimanche 16 février aux alentours de 21h, onze personnes soutenues par le Forum voor Vredesactie, ont bloqué, en occupant la voie pendant trois heures, un train roulant vers le port d'Anvers. Ce train de marchandises en provenance d'Allemagne était chargé de matériel militaire de l'armée américaine. Dans le port d'Anvers, ce matériel de guerre devait être embarqué sur un bateau à destination du Golfe. L'action, non-violente, s'est déroulée selon les principes de la désobéissance civile pour empêcher que des chars, des camions, des hélicoptères de combat, ne puissent être utilisés dans la guerre contre l'Irak.

Vottem: Manifestation chaque mercredi et samedi.

Tous les samedis et mercredis depuis plus de quatre ans, les militants du CRACPE manifestent et invite à manifester devant le centre fermé de Vottem de 16h à 17h pour protester contre l'existence de ce centre et pour affirmer la solidarité aux personnes étrangères qui y sont injustement détenues.

Contact: .crape.skynetblogs.be

Bruxelles: Tous à la manifestation du 3 novembre pour Marco Camenisch!

Marco Camenisch est un prisonnier anarchiste qui vient de passer 12 ans dans les prisons italiennes pour 'tentative de meurtre' (à la suite d'un échange de coups de feu pendant son arrestation), détention d'explosifs et d'armes et pour des attaques à l'explosif contre des pylônes électriques et des installations de télévision. Au début des années 80 il s'est échappé de prison en Suisse, avec cinq co-détenus, où il purgeait une peine de dix ans pour des dynamitages contre une centrale hydroélectrique. Pendant cette évasion un gardien de prison a été mortellement blessé. Marco a finalement été extradé vers la Suisse au mois d'avril 2002. Détenue dans la prison-forteresse de Thorberg, Marco a subi un régime d'isolement total, les autorités faisant entrave jusqu'aux visites de sa mère ou de celles de son avocat. Une grève de la faim soutenue par une journée internationale d'action lui a permis de sortir de l'isolement et d'être transféré à la prison de Pfäffikon.

Par ses engagements solidaires en prison, Marco, signataire de la Plate-forme du 19 juin, est devenu la figure de proue de la solidarité de lutte entre prisonniers anarchistes, communistes, antifascistes et anti-impérialistes. La journée internationale d'action en sa faveur avait trouvé des échos à Paris, Bruxelles, Gent, Milan, Bergame, Chur (Suisse), Davos, Zurich, Abetone (Italie), Buenos Aires et Madrid. A Bruxelles, l'Anarchist Black Cross de Gent et le Secours Rouge/APAPC avaient co-organisé une manifestation devant la Chancellerie (ambassade) de Suisse.

Le 17 septembre, Marco s'est retrouvé dans le collimateur de la répression. Sa cellule a été perquisitionnée dans le cadre de l'enquête contre des initiatives de soutien développées en Italie, sa correspondance avec son avocat et ses notes pour son procès à venir ont été saisies. Sa compagne a d'ailleurs été également perquisitionnée, ainsi que plusieurs anarchistes italiens, et notamment les animateurs du site freecamenisch. C'est pour desserrer l'étau autour de Marco et pour riposter à cette attaque qu'une nouvelle journée internationale de soutien a été décrétée.

Le Secours Rouge/APAPC et l'Anarchist Black Cross de Gand appellent donc une nouvelle fois à se rassembler devant l'ambassade de Suisse le lundi 3 novembre de 18h à 19h, 26 rue de la loi à Bruxelles, pour manifester notre solidarité avec Marco.



La précédente manifestation devant l'ambassade de Suisse à Bruxelles

Notons que l'on peut se procurer gratuitement une brochure intitulée Liberté pour Marco Camenisch en écrivant à: Scil'baro, 8 rue Lissignol - 1201 Genève, Suisse.

International

France: Manifestation du Secours Rouge International devant la prison de Bapaume.

Le samedi 13 septembre 2003, à l'appel de la Commission pour un Secours Rouge International, une soixantaine de personnes venues de Belgique, de Suisse et de France ont manifesté en fin de matinée devant la prison de Bapaume (France) en solidarité avec les militantes d'Action directe, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon. Ont participé à cette initiative, outre les sections de la Commission pour un SRI, des militants du Collectif 'Ne laissons pas faire', de la CNT (de Béthune et de Paris), de l'Anarchist Black Cross (Lille) et du Comité Secours Rouge (Paris).



Manifestation devant la prison de Bapaume

Les manifestants réclamaient la libération des deux militantes et ont exprimé leur solidarité avec la militante basque Julia Morena Maquuso également détenue à Bapaume.

Ils ont déployé de grandes banderoles, brandi des drapeaux communistes et anarchistes, lancé des ballons porteurs de drapeaux rouges, allumé des fusées de détresse et provoqué un tintamarre de sifflets. Parmi les slogans: 'Liberté pour Nathalie et Joëlle!'; 'Prison partout justice nulle part!'; 'Reprenez Papon, donnez-nous Ménigon!'; 'Pierre par pierre, mur par mur, détruisons les prisons!'. Plusieurs messages de solidarité ont été lus au mégaphone à l'intention des prisonnières.

La manifestation était visible de toute une partie de la prison et audible pour le reste. Joëlle et Nathalie avaient déployé un drapeau rouge depuis la fenêtre d'une cellule pour saluer les manifestants. Les autres détenus répondaient avec enthousiasme aux slogans des manifestants et ont eux-mêmes scandé à maintes reprises: 'Libérez Joëlle et Nathalie!', appuyant leur propos par un concert de gamelles frappées sur les barreaux. La manifestation s'est terminée après une heure pour ne pas donner à la prison un prétexte pour supprimer les visites de l'après-midi. Elle s'est terminée sans incident; elle a donné lieu à un article important dans La Voix du Nord et a été mentionnée dans Libération.

Emprisonnées depuis seize ans, Joëlle et Nathalie ont toujours maintenu fermes les principes révolutionnaires, ont lutté avec un immense courage, par de dures grèves de la faim, contre l'isolement, et ont participé en prison à de nombreuses initiatives de solidarité, notamment avec les prisonniers révolutionnaires de Turquie en grève de la faim, de leur propre initiative ou dans le cadre de la Plate-forme du 19 juin 1999 des prisonniers révolutionnaires, communistes, antifascistes, anarchistes et anti-impérialistes.

Le Secours Rouge a décidé cette initiative en soutien à ces prisonnières particulières sans perdre de vue qu'en France, ce sont plus de 200 prisonniers anticapitalistes et anti-impérialistes qui sont confrontés à une répression brutale allant sans cesse s'aggravant. Le cas des militants antifascistes espagnols du PCE(r), des GRAPO et de l'AFAPP est particulièrement révélateur de cette offensive réactionnaire, mais nous pouvons également citer le cas des prisonniers bretons, basques, le cas du camarade Georges Ibrahim Abdallah détenu depuis dix-neuf ans, etc.

La manifestation de Bapaume a permis de faire vivre les principes fondateurs du Secours Rouge. Il s'agit d'organiser des militants communistes, des sympathisants communistes, et des personnes faisant le choix de travailler avec des communistes sur la question de la lutte contre la répression de classe, dans le soutien à toutes les personnes qui sont victimes de la répression de classe en raison de leur engagement anticapitaliste et anti-impérialiste (militants syndicaux et ouvriers, révolutionnaires communistes ou anarchistes, combattants des luttes de libération nationale, etc).

L'organisation de la solidarité à l'échelle internationale se heurte à beaucoup de difficultés, mais elle doit aller de l'avant, aussi bien en empruntant la voie de la construction d'un Secours Rouge International, qu'en empruntant celle du développement des relations de travail entre les forces du Secours Rouge et d'autres forces solidaires.

La manifestation de Bapaume avait été précédée à Bruxelles, le vendredi 5 septembre 2003, par une soirée publique d'information sur la situation de Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon organisée par le Secours Rouge/APAPC. Cette soirée s'est tenue à Saint Gilles (Bruxelles) dans la nouvelle salle de réunion de l'ASBL culturelle AURORA. C'est finalement une douzaine de membres et sympathisants du Secours Rouge/APAPC qui firent le voyage de Bruxelles à Bapaume.

Suisse-France: Communiqué du prisonnier anarchiste Marco Camenisch à propos de la manifestation de Bapaume.

De Marco Camenisch, prison de Pfäffikon, Suisse, prisonnier vert-anarchiste révolutionnaire d'Italie et de Suisse, adhérant à la Plate-forme du 19 juin 1999 des prisonniers révolutionnaires, communistes, antifascistes, anarchistes et anti-impérialistes.

Salutations et solidarité aux camarades prisonnières Nathalie et Joëlle!

Dans mon parcours militant en liberté et en prison j'ai suivi avec beaucoup d'attention, d'estime et de solidarité les combats courageux dans la métropole et dans les prisons des camarades d'Action Directe. Naturellement je salue aussi Julia Moreno Maquso et toutes les personnes révolutionnaires, anticapitalistes et anti-impérialistes et toutes les autres dans les prisons françaises.

Je salue et je soutiens cette initiative de la Commission pour un Secours Rouge International et d'autres camarades, et je soutiens aussi les efforts pour une collaboration entre forces et personnes différentes de la résistance radicale anticapitaliste et impérialiste pour une organisation et mobilisation solidaire dans la lutte internationale contre la répression d'Etat et capitaliste.

Une organisation et mobilisation commune et solidaire internationale de différentes forces et camarades radicales ne sont pas seulement nécessaires contre la répression toujours plus grave dans les prisons, mais sont toujours plus nécessaires en général contre une répression toujours plus grave, plus internationale et fasciste dans l'actuelle crise profonde du capital et de la civilisation coloniale et impérialiste.

Dans ce cadre, l'organisation et la mobilisation commune des forces radicales contre les gardes blanches de la répression d'Etat et capitaliste sont devenues d'extrême importance pour les mouvements actuels de lutte de classe, contre la guerre, contre la 'globalisation', contre la destruction de la nature etc. D'extrême importance est le combat commun pour isoler et neutraliser ce genre idéologique et militant de forces réformistes à l'intérieur des mouvements, comme pour exemple les cadres des 'tute bianci' en Italie, des syndicats jaunes, de beaucoup d'organisations réformistes 'no global' et de la lutte environnementale, la plus part des leaders auto nommés ou pas du tout nommés, qui comme des véritables gardes blanches des institutions répressives du capital et de l'impérialisme ont le but d'assumer l'hégémonie dans les mouvements pour les éliminer comme forces effectives d'opposition. Et ça en luttant contre la variété horizontale interne et contre l'autonomie interne et vers l'extérieur des mouvements, surtout en criminalisant ces expressions radicales de lutte de classe et révolutionnaires qui ont une conscience de continuité historique et de la nécessité d'un autre monde, avec le but d'isoler, de diviser et de neutraliser ces expressions aussi en empruntant des méthodes des bandes armées fascistes.

Le renforcement et le succès d'une organisation et mobilisation communes contre la répression sont fondamentalement et directement liés au renforcement et au succès de la lutte contre les gardes blanches à l'Intérieur des mouvements actuels.

- Vive la solidarité internationale!
- Vive la solidarité entre les différences!
- Force et amour pour Joëlle, Nathalie et tous/toutes les prisonniers/ères!

22 août 2003

Info: <http://www.freecamenisch.net>

Israël-Palestine: Une prisonnière politique palestinienne en danger.

Selon le témoignage de Haila Djabr, une Palestinienne récemment libérée le 7 septembre de la prison Neve Tirza (Ramleh), les agressions contre Amina Mouna, porte-parole des femmes détenues à la prison Neve Tirza, se sont accrues terriblement. Dernièrement, les gardiens ont jeté de l'eau bouillante sur Amina ainsi que des détergents sur son corps; et au lieu de

l'emmener à l'hôpital tout proche, ils l'ont placée à l'isolement. Haila a ajouté que cette attaque était pré-programmée et que les autorités de la prison voulaient tuer Amina Mouna.

Amina a 26 ans, originaire de Jérusalem et était étudiante à l'Université lorsqu'elle a été arrêtée le 19 janvier 2001. Elle est accusée de 'participation au meurtre d'un Israélien'. Pendant son interrogatoire, Amina a été torturée physiquement et psychologiquement. Et jusqu'à ce jour, elle n'a pas été jugée, le procès étant toujours repoussé, ce qui est une façon de la garder encore plus longtemps en détention, le plus longtemps possible.

En prison, Amina a été élue porte-parole des prisonnières et son militantisme à défendre le droit des prisonnières lui vaut cet acharnement des autorités israéliennes. Elle a souvent été battue et mise à l'isolement plusieurs fois. En octobre 2001, après avoir été tabassée un peu plus violemment, elle a été transférée dans la centre de détention Abu Kabir où elle a été placée à l'isolement total. Mais les autres prisonnières de la Neve Tirza ont commencé une grève de la faim pour exiger son retour; les autorités israéliennes ont dû accepter et Amina est revenue...

A ce jour, il y a environ 70 femmes détenues dont une douzaine sont des mineures. Toutes ont à lutter sans cesse pour leurs droits et garder leur dignité. Par exemple, en juillet de cette année, 37 femmes ont refusé de regagner leurs cellules afin de protester contre l'isolement. Les autorités pénitentiaires les ont aspergées d'eau puis 70 soldats ont envahi la cour de promenade, les ont battues très violemment afin de les obliger à regagner leurs cellules, mais ils ont pris les femmes et les ont jetées en cellule car elles refusaient de réintégrer leur quartier d'isolement, et pour parachever leur sale boulot, ils ont employé des gazs dans les minuscules cellules. Une des prisonnières, Atyf Alyan, a été attaquée et les soldats ont envoyé les gaz directement dans sa bouche. Puis ils l'ont emmenée ailleurs, dans un autre centre. Plusieurs autres femmes ou mineures ont été blessées dans cette opération.

Cet incident illustre l'intolérable situation actuelle dans les prisons israéliennes. Il est très clair qu'Israël continue sa politique de destruction jusque dans ses prisons. Mais en même temps, la lutte et la résistance des prisonniers grandit: dans plusieurs prisons et de centres de détention des grèves de la faim ont eu lieu, et l'on a annoncé une grève de la faim de tous les prisonniers palestiniens pour bientôt. Le Comité de lutte contre la Barbarie et l'Arbitraire (France) organise une campagne internationale de soutien à Amina Mouna et nous invite à lui écrire directement: Neve Tirza prison, po box 229, 72100 Ramleh. Israël

Suisse: Solidarité avec notre camarade Andi!

Le procès intenté à notre camarade Andi Stauffacher fait suite aux manifestations illégales de 2001 et 2002 (notamment celle qui obligea les bonzes impérialistes à renoncer à Davos pour l'organisation de leur Forum Economique Mondial) s'est tenu en juillet, et a été l'occasion d'une intense solidarité.

La mobilisation a été à la hauteur de l'attaque ennemie dès avant l'audience: collages, émissions radio, meetings, etc. Le fait que l'attitude à adopter au procès ait été discutée non seulement avec les camarades de Revolutionärer Aufbau et du Secours Rouge de RA (section suisse de la Commission pour un Secours Rouge International), mais également avec les jeunes participants aux manifestations du Premier Mai, contre le FEM et contre les guerres impérialistes, s'est donc révélé particulièrement positif.

La rage avec laquelle les grands journaux suisses ont reconnu qu'Andi et les camarades solidaires avaient réussi à transformer le tribunal en tribune politique indique à quel point la mobilisation a été un succès, (salle du tribunal bondée de plusieurs dizaines de sympathisants, une centaine d'autres camarades bloquant la rue du tribunal avec calicots, musique, slogans, lecture de communiqués de solidarité, etc).

Le fait que même le déroulement de l'audience ait été une défaite pour l'ennemi est particulièrement remarquable. En reprenant point par point l'acte d'accusation du procureur, pour exposer les positions révolutionnaires quant à un Premier Mai authentiquement

anticapitaliste, quant à la solidarité avec le peuple palestinien, quant à la lutte contre la guerre et l'occupation impérialistes en Afghanistan et en Irak et quant à la lutte de rue contre les fascistes, Andi a réussi à retourner l'initiative de l'ennemi contre lui.

Nous n'en attendions pas moins du Secours Rouge, de Revolutionärer Aufbau et d'Andi elle-même que nous avons appris à apprécier à travers le rôle remarquable qu'elle a joué et qu'elle joue encore dans le secrétariat de la Commission pour un Secours Rouge International. Il n'en reste pas moins que notre camarade risque quatorze mois de prison et que de nouvelles poursuites ont été introduites contre elle. La solidarité avec Andi doit se renforcer et s'étendre, de telle sorte que les initiatives de l'ennemi se retournent une nouvelle fois contre lui.

Maroc: Exigeons la vérité sur le camp secret d'Igdaz.

Contrairement aux allégations du pouvoir marocain concernant les prétendues avancées dans la question des droits de l'homme, le Maroc ne cesse de connaître une dégradation dans ce domaine. Cette dégradation s'est manifestée durant ces derniers mois par l'enlèvement et la séquestration d'une soixantaine de personnes, dont plusieurs dont on reste sans nouvelle.

Les témoignages des personnes libérées indiquent sans ambiguïté que l'intimidation et la torture restent la pratique courante des différents services secrets auxquels ils ont eu affaire. Sévices, tortures, abus sexuels et autres méthodes fascistes règnent dans ces lieux que de nombreux prétendus démocrates prétendent appartenir à une ère révolue.

Le caractère de classe du régime actuel (makhanien) ne peut que commander des pratiques anti-démocratiques et anti-populaires, ouvertement opposées aux intérêts du peuple et des travailleurs marocains, qui s'inscrivent dans la continuité du régime précédent. On ne peut mettre un terme à ces pratiques que par la lutte pour un régime véritable démocratique et populaire.

Il ne peut être question de tourner la page du passé sans que le pouvoir reconnaisse ses atrocités qui sont considérés comme des crimes contre l'humanité.

L'alternance makhanienne, la création de 'commission consultative', l'organisation d'élections, ne sont que des manoeuvres du régime pour asseoir son emprise par les mêmes services, dans les mêmes lieux et par les mêmes méthodes d'oppression des masses tout en récupérant les 'élites' prédisposées à intégrer le jeu politicien et à masquer les contradictions de classe.

C'est dans ce contexte que l'organisation Voie Démocratique et d'autres organisations marocaines ou solidaires exigent du régime marocain:

- Qu'il reconnaisse les crimes perpétrés contre le peuple;
- Que tous les tortionnaires et criminels soient révoqués de leurs fonctions dans les différentes administrations et qu'ils soient traduits en justice;
- Que tous les services secrets et parallèles soient démantelés;
- Que tous les lieux secrets de détention resté inconnus à ce jour soient dévoilés;
- Que tous les prisonniers et tous les 'disparus' politiques soient libérés, et que les dépouilles des victimes du régime soient restituées à leur famille.

Parallèlement, les démocrates marocains entameront les 11 et 12 octobre une campagne de dénonciation du camp secret d'Igdaz où disparurent de nombreux opposants, parmi lesquels des communistes. Rien ni personne ne sera oublié!

Grèce-Catalogne: Suites du Sommet de Thessalonique.

Du 20 au 22 juin s'est déroulé le sommet de l'Union Européenne à proximité à Porto Carras, à 120 km de Thessalonique, en Grèce. Les anarchistes et les 'anti-autoritaires' grecs se sont montrés très actifs à cette occasion. Pendant quelques jours une partie de l'université Aristote

de Thessalonique a été occupée par des anarchistes pour créer un espace de discussion, de contre-informations ainsi que pour préparer des actions. Le 18 juin, un cortège anarchiste de solidarité avec les immigrés a rassemblé 4000 personnes. Le 21 juin, la manifestation anarchiste a refusé tout dialogue avec les autorités comme avec les groupes réformistes, pour attaquer les symboles du pouvoir et du capital et se confronter aux forces de police.

Lors de cette manifestation dans le centre de Thessalonique, plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées, tabassées et quelques-unes torturées par la police afin d'obtenir d'elles qu'elles signent des feuilles vierges, par la suite remplies par la police d'aveux fabriqués. 29 personnes ont été à ce jour mises en examen. Le 25 juin, sept manifestants ont été placés en détention préventive (en Grèce: 18 mois maximum). Les autres ont été remis en liberté provisoire - la plupart avec des cautions fort élevées - en attendant leur procès. Pour le moment restent en prison deux espagnols, un anglais, un réfugié politique syrien vivant en Grèce et trois anarchistes grecs. Ceux-ci ont été incarcérés dans des prisons pour mineurs réputées pour la dureté de leur régime. Ils sont poursuivis non pas pour avoir commis un acte violent mais pour 'participation à manifestation violente'.

De nombreuses initiatives de solidarité ont eu lieu avec les manifestants anarchistes de Thessalonique. Parmi les plus radicales l'envoi le 8 septembre d'un colis piégé (qui n'a pas explosé) au consulat grec de Madrid.

Dans la nuit du 15 au 16 septembre, six anarchistes ont été arrêtées à Barcelone. Ils sont accusés d'être 'membre d'une organisation terroriste' qui aurait participé à une campagne d'actions urbaines à Barcelone pendant le mois de mars, et d'avoir mené l'action contre le consulat grec. Selon la Garde Civile de Barcelone, trois armes à feu auraient été trouvées, ainsi que du matériel chimique, des détonateurs etc. Placés sous juridiction anti-terroriste, les camarades ne peuvent communiquer ni avec leur avocat, ni avec leurs proches pendant une période pouvant aller de trois à cinq jours.

Un rassemblement spontané en solidarité avec les personnes arrêtées ayant eu lieu le matin même, l'info a été répandue en ville et un autre rassemblement de solidarité avec les personnes arrêtées s'est tenu le 16 septembre. Une centaine de personnes se sont retrouvées pendant deux heures dans le centre de Barcelone, criant des slogans et distribuant des tracts.

France-Pérou: Conférence pour défendre la vie du président Gonzalo (Parti Communiste du Pérou).

Le président Gonzalo, président du Parti Communiste du Pérou (PCP), arrêté en septembre 1992, est le prisonnier qui par son importance politique et ses conditions carcérales extrêmes représente et symbolise les milliers de prisonniers détenus par le régime après des années de guerre populaire dirigée par le PCP. Après avoir été condamné à la perpétuité début 1993 par des juges militaires encagoulés dans une parodie de procès (à la suite duquel son avocat lui-aussi a été condamné à la perpétuité!), il a été placé à l'isolement total dans une prison militaire construite spécialement pour lui à l'intérieur de la base navale de Callao.

La réaction péruvienne a utilisé cet isolement pour leur 'guerre antisubversive': les services spéciaux péruviens ont élaboré toute une série de textes, photos, vidéos, etc. destinés à faire croire que le président Gonzalo aurait changé du tout au tout sa ligne politique et qu'il souhaiterait désormais la fin de la guerre populaire.

Cette année 2003, une nouvelle vague d'attaques a été lancée contre les prisonniers du PCP, en particulier contre le président Gonzalo et le camarade Feliciano qui avait assumé la direction du PCP après l'arrestation du Président Gonzalo, et qui lui-même se trouve aussi en isolement total depuis son arrestation en 1999. Une réforme judiciaire payée et contrôlée par les Etats-Unis, dans le cadre de l'USAID, (l'agence américaine pour 'l'aide' aux pays sous-développés), comporte en particulier une 'législation anti-terroriste' présentée comme 'en accord avec les traités internationaux', et 'conforme aux droits de l'homme'. Sur le papier, les condamnations par des tribunaux militaires ont été annulées et il y doit avoir de nouveaux procès. Comme le président péruvien Toledo, l'a déclaré, tout vise 'à garantir qu'aucun

terroriste ne sortira des prisons', et à ce que les prisonniers restent en prison alors qu'en droit, plus aucune condamnation n'est reconnue par l'Etat péruvien.

La date d'un éventuel nouveau procès contre le président Gonzalo et le camarade Feliciano reste floue, mais ce qui a déjà été établi, c'est que le procès se fera à l'intérieur même de la base navale de Callao où une salle vient d'être construite spécifiquement pour ce but - même s'ils sont tous deux maintenant formellement des prisonniers sous juridiction civile. En plus, toute une série de règlements dans les décrets-lois dictés par Toledo en février donne à l'Etat un contrôle total sur ce que le public peut connaître à propos du procès. C'est ainsi que tout enregistrement d'image et de son lors du procès sera interdit. Le caractère public de ces procès n'existera donc que sur le papier.

La réaction péruvienne a produit toute une nouvelle série de vidéos, photos, déclarations, etc, reprenant les bobards de 'l'accord de paix', destinée à faire croire que le président Gonzalo et le camarade Feliciano ne seraient pas dans un isolement total. S'y ajoutent des éléments qui visent clairement à préparer le terrain pour la mise en scène d'un 'suicide' du président Gonzalo comme couverture possible pour son assassinat. La réaction peut présenter toutes les vidéos, photos ou déclarations qu'elle veut; nous savons tous ce que permet la technologie aujourd'hui. Exiger la présentation publique, en direct, du président Gonzalo, devant les médias télévisés du Pérou et du monde, c'est déjouer le plan d'assassinat contre lui.

C'est pour dénoncer ce plan d'assassinat et exiger le respect des droits des prisonniers de la guerre populaire, pour soutenir les avocats démocratiques qui travaillent au Pérou dans les conditions les plus difficiles, et pour rompre l'isolement du président Gonzalo que s'est tenue à Paris, le 27 septembre, une Conférence Internationale à l'initiative du Comité pour Défendre la Vie du Président Gonzalo et du Comité d'Action Prioritaire contre la Torture par l'Isolement - France.

Ont participé à cette Conférence plusieurs délégations françaises, mais aussi des délégations italienne, péruvienne, turque/kurde et espagnole.

Contact: captif_paris@yahoo.fr

Pays Basque: Répression de la gauche indépendantiste.

Le 10 août dernier, une manifestation s'est déroulée sans heurts dans la ville de Saint Sébastien, au Pays Basque, derrière la banderole 'Pas d'apartheid, Autodétermination'. Bien qu'autorisée par le Tribunal Supérieur de Justice du Pays Basque, ses organisateurs (Juan Joxe Petrikorena, Iñigo Balda et Ainhoa Iñigo) ont été arrêtés dans la nuit du 16 au 17 septembre, sur ordre du juge Garzon, au motif de 'désobéissance à l'autorité judiciaire, collaboration avec organisation terroriste et outrage à l'Espagne'.

Le même juge a aussi fait fermer trois bars situés dans le vieux quartier de Saint Sébastien parce qu'ils auraient participé à la préparation et à la promotion de la dite manifestation. Pour Garzon, c'est Batasuna, le parti politique de la gauche indépendantiste basque mis hors la loi, qui était derrière la manifestation.

La manifestation avait été interdite dans un premier temps par le Département de l'Intérieur du gouvernement autonome basque en raison de la 'suspension des activités de Batasuna'. Mais elle avait finalement été autorisée par le Tribunal Supérieur de Justice du Pays Basque, qui précisait que les membres de Batasuna n'avaient pas perdu leurs droits civiques, dont celui d'organiser des manifestations. Mais le juge Garzon ne l'a pas entendu de cette oreille. En croisade contre la gauche indépendantiste, il s'obstine dans sa volonté de rayer de la carte politique toute trace de la revendication du droit à l'autodétermination, quelle que soit la manière dont cette revendication s'exprime. Le combat mené par Garzon contre les tortionnaires chiliens ne doit pas nous aveugler. C'est lui qui, en Espagne, couvre ceux qui, dans les commissariats de police et dans les casernes de la Garde Civile, se livrent aux pires atrocités sur de présumés militants d'ETA. Ce qu'il combat chez les autres, il l'accepte, le couvre et le justifie chez lui.

Allemagne: Les Trois de Magdeburg.

Marco Heinrichs et Daniel Winter ont été arrêtés le 27 novembre 2002. On leur reproche la création d'une organisation nommée Commando Libération de tous les prisonnier(e)s politiques et d'avoir commis deux attentats en mars 2002. Il s'agit d'une bombe incendiaire - qui ne s'est pas allumée - sous un véhicule du BGS (Bundesgrenzschutz, la police fédérale des frontières qui assume aussi les fonctions 'anti-terroristes'), et d'un cocktail Molotov, lancé sur la façade d'un bâtiment du LKA (Landeskriminalamt, le service de sécurité du Land), à Magdebourg. Le 16 avril 2000, Carsten Schulze était arrêté comme troisième inculpé. Les chefs d'accusation envers les trois furent récemment élargis à d'autres actions non élucidées dans la région. Parmi les prisonniers politiques encore détenus en Allemagne: Christian Klär, Eva Haule et Rolf Clemens Wagner qui se trouvent toujours incarcérés pour leur appartenance à la RAF; les militants et militantes accusés dans le procès contre les Cellules Révolutionnaires; plusieurs révolutionnaires kurdes et turcs; Thomas Meyer-Falk; Rainer Dittrich; et le militant basque Paulo Elgoro arrêté en janvier à Nuremberg inculpé de 'création ou le soutien d'une association terroriste à l'étranger' suite à une loi (129b) élargie après les événements du 11 septembre et dont l'état espagnol demande l'extradition.

France: Procès des militant(e)s du PCE(r) et des GRAPO.

L'enjeu de ce procès n'échappe à personne en raison de la place importante qu'a tenu le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et les Groupes de Résistance Antifascistes du Premier Octobre (GRAPO) dans le mouvement révolutionnaire européen.

Le PCE(r) et les GRAPO n'ont pas seulement impulsé une lutte révolutionnaire liant luttes de masses, lutte de guérilla et lutte idéologique, ils sont parvenus à maintenir et approfondir cette dynamique durant des dizaines d'années malgré une répression féroce qui n'a reculé ni devant l'emprisonnement en masse, la torture, ou l'assassinat de militants.

Le zèle avec lequel la police et la justice française se met au service des héritiers de Franco recyclés dans la démocratie bourgeoise est à lui seul un indice de l'importance accordée par la bourgeoisie impérialiste à l'éradication la plus radicale possible de cet exemple de lutte: à travers la répression des camarades espagnols, c'est tout le mouvement révolutionnaire qui est visé.

Le procès s'est achevé le 23 juillet par la condamnation d'Isabel Llaquet, 'Arenas' Perez Martinez, le secrétaire général du PCE(r), et de José Luis Elípe Lopez à dix ans de prison, de Victoria Gómez Méndez (GRAPO), José Antonio Pena Quesada et Maria Rosario Llobregat à respectivement huit, six et trois ans de prison. À ce procès pénal s'ajoute des procès d'extraditions. C'est ainsi qu'un tribunal français vient de se prononcer en faveur de l'extradition de Fernando Silva Sande. Fernando s'était défendu en évoquant la torture qu'il avait subie à de nombreuses reprises dans les prisons espagnoles dont il s'était évadé il y a dix ans.

La solidarité avec ces camarades qui depuis leur arrestation offrent une résistance admirable à la répression, ne doit souffrir d'aucune restriction. C'est pour cette raison que la Commission pour un Secours Rouge International a assuré une présence solidaire au procès, et c'est pour cette raison qu'elle a appelé ses sections nationales, les forces avec lesquelles elle entretient des relations de travail et, en général, tous les communistes et démocrates authentiques à soutenir les prisonniers du PCE(r) et des GRAPO, à l'occasion de ce procès, à l'occasion de la Journée Internationale du Prisonnier Révolutionnaire qui s'est tenue à Paris le 22 juin, et à toutes les occasions qui se présenteront à l'avenir.

Italie, Suisse et France: Blitz policiers en série.

Le 23 juin, des perquisitions ont eu lieu à Paris, Milan, Naples, Modena et Zurich dans le cadre des enquêtes relatives aux actions menées par les Brigades Rouges contre D'Antona et Biagi. Elles visaient officiellement une hypothétique connexion entre les Brigades Rouges PCC, le (nouveau) Parti Communiste d'Italie, les Comités d'Appui à la Résistance Communiste et la Cellule pour la Construction du Parti Communiste Combattant.

Pratiquement, les groupes de solidarité avec les victimes de la répression ont été au centre des actions policières: l'Association Solidarieta Proletaria en Italie, le Comité Secours Rouge à Paris, et le Secours Rouge de Revolutionärer Aufbau, à Zurich. A Zurich, ce sont ainsi plus de 200 policiers fédéraux et cantonaux qui ont perquisitionné arme à la main chez la camarade Andrea Stauffacher (responsable du Secours Rouge de RA faisant déjà l'objet de poursuites en Suisse pour manifestations interdites) et dans les locaux de Revolutionärer Aufbau. C'est la première fois que la contre-révolution suisse collabore au niveau international de cette façon là.

Parmi les nombreux camarades arrêtés lors de cette ces perquisitions, trois militants italiens demeurent emprisonnés. Il s'agit de Giuseppe Maj de la Commission préparatoire du Congrès de fondation du (nuovo) Partito Comunista Italiano et des camarades Giuseppe Czeppel et Catherine Bastard, tous trois arrêtés à Paris.

Cette offensive fait suite à celle qui a visé les camarades espagnols qui organisaient à Paris la solidarité avec les militants du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et des GRAPO, notamment le camarade Antonio Lago Iglesias, responsable du Comité pour un Secours Rouge International, aujourd'hui emprisonné.

Italie: Deuxième symposium international de lutte contre l'isolement.

Parmi les moyens de répression politique, l'isolement est une forme de torture des plus destructrices. L'isolement comme mode de détention (plutôt que comme mode de punition temporaire) est une forme de torture blanche pratiquée tant pour ses effets à court terme (le retrait des prisonniers de la vie politique) que pour ses effets à long terme (la destruction de la santé mentale des prisonniers).

Le régime carcéral basé sur l'isolement a été développé aux Etats-Unis et en Europe durant les années 70, à une époque où la lutte sociale était très âpre. C'est donc par nécessité politique que ces puissances ont recouru à la torture blanche.

Les pays qui font usage de cette torture sont, avant tout, les Etats-Unis avec leurs 'Control Units', la France et ses QHS, l'Espagne et ses FIES, Israël et ses prisons secrètes comme l'entrepôt 1391 et plus récemment, la Turquie.

C'est en 1999 que l'Etat fasciste turc a mené à bien un programme de construction de prisons spéciales conçues sur le principe de l'isolement maximal, méthodique, permanent et de longue durée. De plus, l'isolement met les prisonniers à la merci des tortionnaires, alors que la détention en groupe limitait les exactions dans les prisons.

Le 20 octobre 2000 un mouvement de grève de la faim au finish (échelonné par petits groupes) a commencé pour s'opposer aux transferts dans les prisons d'isolement. Tout a été fait pour briser cette lutte. En décembre 2000, les commandos de l'armée ont attaqué à l'explosif, au gaz de combat, à la grenade incendiaire et à l'arme automatique les dortoirs de vingt pénitenciers où s'étaient barricadés les prisonniers révolutionnaires.

28 prisonniers et prisonnières ont trouvé la mort dans ces assauts, les autres, le plus souvent cruellement blessés, bras et jambes cassés, ont été jetés sans soin dans les cellules-cachots des prisons d'isolement.

Mais cet assaut n'a pas brisé la lutte et c'est pour célébrer le 1000ème jour de grève que l'association des familles et amis des prisonniers politiques en Turquie (Tayad) avait appelé le 15 juillet à une manifestation à Bruxelles. Les proches et sympathisants des prisonniers y

portaient 107 cercueils, symboles des 107 prisonniers morts dans la lutte. Quelques délégations étaient venues manifester leur solidarité.



Le Secours Rouge à la manifestation de Tayad de Bruxelles

La délégation du Secours Rouge/APAPC était la seule délégation belge à une manifestation qui a trouvé un écho dans la presse allemande et notamment dans Junge Welt.

En décembre 2002, un premier symposium international contre l'isolement carcéral, organisé par la Plate-Forme internationale de lutte contre l'isolement, s'est tenu à Noordwijk, aux Pays-Bas.

Il y eut des participants venus de Turquie, du Pays Basque, de Palestine, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, de Grèce, de Belgique (une délégation du Secours Rouge/APAPC y représentait la Commission pour un Secours Rouge International), du Liban, du Maroc, du Pérou, de France, d'Autriche, de Colombie, du Portugal, du Danemark et de Hollande.

Cet événement a été salué par des prisonniers politiques de France, d'Angleterre, du Pays Basque, d'Espagne, de Belgique et d'Allemagne qui ont observé une grève de la faim par solidarité avec leurs camarades de Turquie.

Le 'jeûne de la mort' dans les prisons turques étant la plus importante résistance contre l'isolement, les 19-22 décembre ont été déclarées journées internationales de lutte contre l'isolement.

Cette année, la Plate-Forme internationale de lutte contre l'isolement se tiendra la deuxième édition de ce symposium à Florence en Italie. Cet événement se clôturera par un festival culturel de solidarité. En même temps, diverses actions de sensibilisation seront menées en marge de cette rencontre. Notamment une action de grève de la faim à laquelle participeront de nombreux prisonniers politiques d'Europe et du monde.

Toute personne, toute organisation et toute institution sensible au sujet de l'isolement est invitée à participer au symposium ou à soutenir cet événement, notamment par des activités locales.

Contact: isolation@post.com